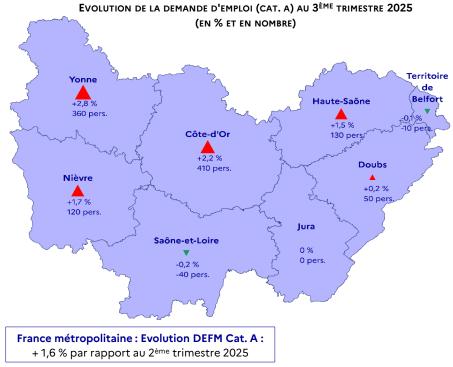
Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités

### MARCHÉ DU TRAVAIL, ÉCONOMIE ET SOLIDARITÉS

### DÉPARTEMENT DE L'YONNE



Source : France Travail-Dares, STMT

#### Au deuxième trimestre 2025

L'emploi salarié (privé et public) augmente dans l'Yonne par rapport au 1er trimestre 2025 (+0,5 %), soit 520 emplois supplémentaires. Hors intérim, l'agriculture affiche une hausse notable (+1 %). Les services non marchands, principaux pourvoyeurs d'emplois du département, connaissent également une évolution favorable (+0,7 %). Les services marchands enregistrent une croissance de +0,4 %, soutenue par les services aux ménages (+1,4 %) et l'hébergement-restauration (+1,2 %). En revanche, la situation reste stable dans la construction et le commerce. Après la pause observée le trimestre précédent, la fabrication de matériels de transport recule, contribuant à une nouvelle contraction de l'industrie (-0,2 %). La demande d'intérim redémarre fortement, en particuler dans les services et le commerce. Le recours à l'activité partielle recule par rapport au début d'année. Le nombre de foyers bénéficiaires du RSA augmente de 3 % sur un an, soit 260 foyers supplémentaires.

### Au troisième trimestre 2025

Le volume d'heures alloué à l'activité partielle tend à diminuer par rapport au volume accordé au deuxième trimestre. Sur un an, les défaillances d'entreprises sont en baisse menaçant près de 70 emplois. En parallèle, les créations d'entreprises demeurent inférieures à leur niveau d'il y a un an, avec environ 320 nouveaux entrepreneurs recensés (hors microentrepreneurs). Sur le marché du travail, la demande d'emploi de catégories A, B et C progresse (+1,4 %), principalement en raison d'une hausse des inscrits déclarant aucune activité. Cette évolution ne traduit pas nécessairement une dégradation de la situation du marché du travail, mais résulte de changements dans les règles de gestion des inscriptions et de l'actualisation. L'inscription automatique des bénéficiaires du RSA et des jeunes en parcours d'insertion entraîne mécaniquement une hausse du nombre d'inscrits. De plus, la réduction des radiations administratives, liée au nouveau régime de sanctions, accentue ce mouvement.

Directeur de la publication : Simon-Pierre Eury

Conception et réalisation : Service Études Statistiques Évaluation (SESE)

Direction Régionale de l'Économie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DREETS)

de Bourgogne-Franche-Comté - 5 place Jean Cornet - 25041 Besançon Cedex

www.bourgogne-franche-comte.dreets.gouv.fr

Pour toute demande d'information : dreets-bfc.statistiques@dreets.gouv.fr

CHIFFRES CLÉS

### Inscrits à France Travail

#### (DONNÉES CVS)

Cat. A: 13 350 (+ 2,8 % sur un trim.)
Cat. B, C: 11 580 (- 0,3 % sur un trim.)
Cat. A, B, C: 24 930 (+ 1,4 % sur un trim.)
Cat. A,B,C,D,E: 28 060 (+ 2,1 % sur un trim.)

(DONNÉES BRUTES)

Cat. F: **2 572** Cat. G: **2 961** 

### TAUX DE CHÔMAGE (DONNÉES CVS)

**7,4** % au 2<sup>ème</sup> trimestre 2025 **0,0 pt** par rapport au 1<sup>er</sup> Trim. 2025 (France métropolitaine : 7,3 % ; 0,0 pt)

### • EMPLOI SALARIÉ

**109 750** au 2<sup>ème</sup> trimestre 2025 **+ 0,5** % par rapport au 1<sup>er</sup> Trim. 2025

### RECOURS À L'INTÉRIM

4 170 intérimaires au 2<sup>ème</sup> trimestre 2025

+ **4,5** % par rapport au 1<sup>er</sup> Trim. 2025



# Les inscrits à France Travail

## Tenus de rechercher un emploi

	T0 000F	Var. (en	%) sur
	ТЗ 2025	1 trim.	1 an
Yonne:			
Données CVS-CJO			
Catégorie A	13 350	+2,8	+4,2
Catégories B, C	11 580	-0,3	+1,6
Catégories A, B, C	24 930	+1,4	+3,0
Bourgogne-Franche-Comté :			
Données CVS-CJO			
Catégorie A	109 260	+0,9	+6,7
Catégories B, C	96 020	+0,7	+2,2
Catégories A, B, C	205 270	+0,8	+4,5
Catégories A, B, C hors RSA,			
hors jeunes en parcours	169 150	+0,3	+2,7

Source: France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

#### Catégories A, B, C, D, E, F et G: quelle différence?

**Cat. A :** personne sans emploi, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. B: personne ayant exercé une activité réduite de 78 heures maximum par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. C : personne ayant exercé une activité réduite de plus de 78 heures par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.



Pour en savoir plus : Les inscrits à France Travail | DARES

### Non tenus de rechercher un emploi

	T2 0005	Var. (er	n %) sur
	T3 2025	1 trim.	1 an
Yonne:			
Données CVS-CJO			
Catégorie D	1 690	+1,8	-2,3
Catégorie E	1 440	+16,1	+8,3
Données brutes			
Catégorie F	2 572	1	1
Catégorie G	2 961	1	1
Bourgogne-Franche-Comté : Données CVS-CJO			
Catégorie D	13 690	+6,2	+3,1
Catégorie E	12 640	+2,0	-3,1
Données brutes			
Catégorie F	10 907	1	/
Catégorie G	24 465	1	1

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

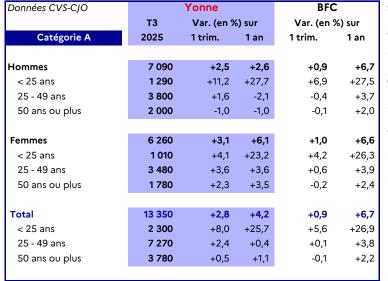
**Cat. D**: personne sans emploi, qui n'est pas immédiatement disponible, et qui n'est pas tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi (demandeurs d'emploi en formation, en maladie, etc...).

Cat. E : personne en emploi, non tenue de faire des actes positifs de recherche d'emploi (créateurs d'entreprise, bénéficiaires de contrats aidés...).

Cat. F: personne en accompagnement social.

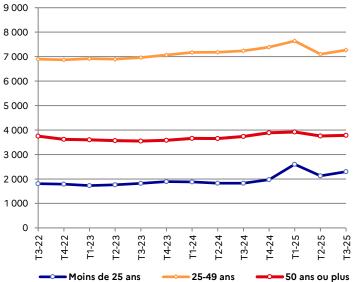
Cat. G: regroupe l'ensemble des bénéficiaires du RSA, en attente d'orientation, qui n'étaient pas inscrits avant le 1er janvier 2025.

# Caractéristiques des inscrits en Cat. A



Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

### Inscrits en catégorie A par âge



### Avertissement évolution des règles d'actualisation et des sanctions :

Au premier semestre 2025, les évolutions sont affectées par des changements dans les règles d'actualisation et l'entrée en vigueur du décret relatif aux sanctions. Entre le 1er et le 2e trimestre 2025, les changements des règles d'actualisation ont un impact à la baisse sur le nombre d'inscrits en catégorie A, un impact à la hausse sur les effectifs en catégories B et C, ainsi que sur les sorties des catégories A, B, C. En juin 2025, le décret relatif aux sanctions applicables aux inscrits à France Travail en cas de manquement à leurs obligations est entré en vigueur. Sans la mise en application de ce décret, le nombre moyen d'inscrits en catégories A et A, B, C aurait été moins élevé.

# Caractéristiques des inscrits en Cat. A, B, C

Données CVS-CJO		Yonne			С
	Т3	T3 Var. (en %) sur Var.		Var. (en	%) sur
Catégories A, B, C	2025	1 trim.	1 an	1 trim.	1 an
Hommes	12 600	+1,6	+3,2	+1,0	+5,5
< 25 ans	2 060	+6,7	+19,1	+4,2	+19,2
25 - 49 ans	7 170	+1,1	+0,4	+0,5	+3,6
50 ans et plus	3 370	-0,6	+0,9	+0,5	+2,3
Femmes	12 330	+1,1	+2,8	+0,6	+3,6
< 25 ans	1 700	-0,6	+10,4	+2,1	+16,4
25 - 49 ans	7 000	+1,6	+1,4	+0,3	+2,1
50 ans et plus	3 630	+1,1	+2,3	+0,4	+1,1
Total	24 930	+1,4	+3,0	+0,8	+4,5
< 25 ans	3 760	+3,3	+15,0	+3,2	+17,9
25 - 49 ans	14 170	+1,4	+0,9	+0,4	+2,9
50 ans et plus	7 000	+0,3	+1,6	+0,5	+1,7

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

## Ancienneté d'inscription

Données CVS-CJO	Yonne			BFC		
	Т3	Var. (er	%) sur	Var. (er	1 %) sur	
Catégories A, B, C	2025	1 trim.	1 an	1 trim.	1 an	
Moins de 1 an	13 810	+0,8	+0,4	+0,1	+3,5	
DELD:						
1 à 2 ans	5 280	+3,9	+9,5	+2,6	+9,5	
2 à 3 ans	2 340	-0,4	+9,3	+1,0	+7,4	
3 ans et plus	3 510	+1,2	+0,6	+0,9	+0,4	
Total DELD	11 120	+2,1	+6,3	+1,7	+5,8	
Part des DELD	44,6%	+0,3 pt	+1,4 pt	+0,4 pt	+0,6 pt	

# Les flux d'entrées à France Travail par motif

Données brutes	Yonne			BF	С
	Т3	Var. an	nuelle	Var. an	nuelle
	2025	en nbre	en %	en nbre	en %
Catégories A, B, C					
Fin de contrat	398	-134	-25,2	-972	-20,8
Fin de mission d'intérim	122	-81	-40,0	-686	-40,7
Démission	118	-36	-23,6	-287	-22,4
Rupture conventionnelle	114	-24	-17,6	-157	-12,1
Licenc. économique	45	-5	-10,0	-45	-10,0
Autre licenciement	133	-40	-23,0	-153	-12,1
Première entrée sur					
le marché du travail <sup>(1)</sup>	144	+8	+5,9	+101	+8,0
Retour d'inactivité <sup>(2)</sup>	414	-84	-16,8	-535	-14,1
Réinscription rapide <sup>(3)</sup>	387	-51	-11,6	-639	-17,6
Autres motifs <sup>(4)</sup>	1 379	+1 224	+787,8	+9 415	+635,7
Motif indéterminé	438	+227	+108,1	+1 714	+96,7
Total	3 691	+1 004	+37,4	+7 755	+34,3

- (1) Inscription à France Travail d'une personne qui se présente pour la première fois sur le marché du travail, notamment lorsqu'elle vient d'achever ses études ou lorsqu'elle était auparavant inactive.
- (2) Recherche d'un emploi après une période d'inactivité, fin de maladie ou de maternité, fin de formation.
- (3) Réinscription après une sortie de courte durée (suite à un défaut d'actualisation, une radiation administrative, une période d'inactivité...).
- (4) Fin d'activité non salariée, retour en France, recherche d'un autre emploi. Inclut depuis janvier 2025 les motifs d'entrée des publics "loi pour le plein emploi" (demande de RSA, parcours contractualisé en mission locale, Cap'Emploi).

# Les flux de sorties à France Travail par motif

Données brutes	Yonne			BFC		
	Т3	Var. annuelle		Var. an	nuelle	
	2025	en nbre	en %	en nbre	en %	
Catégories A, B, C						
Reprise d'emploi déclarée <sup>(1)</sup>	310	+52	+20,0	+71	+2,9	
Entrée en stage ou formation	247	-9	-3,5	-55	-2,4	
Arrêt de recherche (maternité,						
maladie, retraite)	217	+1	+0,3	+49	+2,7	
Cessation d'inscription						
pour défaut d'actualisation <sup>(2)</sup>	2 116	+960	+83,0	+7 750	+80,6	
Radiation administrative	20	-218	-91,7	-1 838	-95,0	
Autre cas <sup>(3)</sup>	319	+79	+33,1	+1 034	+57,2	
Total	3 229	+865	+36,6	+7 012	+35,3	

- (1) Uniquement celles connues par France Travail. Une mesure plus complète des sorties pour reprise d'emploi est donnée par l'enquête Sortants.
- (2) À partir de janvier 2025, les défauts d'actualisation regroupent les défauts d'actualisation des publics "loi pour le plein emploi" et les cessations d'inscription historiques pour défaut d'actualisation
- (3) Déménagement, titre de séjour non valide, absence du lieu de résidence supérieure à 35 jours, etc.

#### <u>Avertissement</u>:

A partir de janvier 2025, toute personne qui fait une demande de RSA est automatiquement inscrite à France Travail.

A partir de janvier 2025, toute personne qui est suivie en CEJ ou Pacea par une mission locale et en recherche d'emploi, ou qui est suivie par cap emploi est automatiquement inscrite à France Travail.



# Les inscrits à France Travail par CLPE\*

\* CLPE: Comité Local Pour l'Emloi

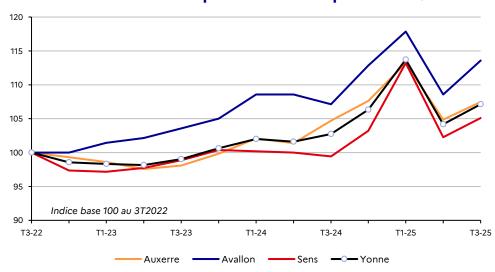
## Caractéristiques des inscrits en Cat. A

Données CVS-CJO	Т3	Var. (en %) sur		Var (on %) sur				
Catégorie A	2025			Femmes	-25 ans	Seniors		
		1 Trim. 1 an						
Auxerre	6 190	+2,5	+2,7	46,5	16,8	29,6		
Avallon	1 590	+4,6	+6,0	43,4	17,0	29,6		
Sens	5 570	+2,8	+5,7	48,3	17,8	26,8		
Yonne	13 350	+2,8	+4,2	46,9	17,2	28,3		

Source: France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

Calculs des CVS-CJO infra-départementales : Dreets Bourgogne-Franche-Comté / SESE

## Evolution des demandeurs d'emploi de Cat. A par CLPE (données CVS-CJO)



# Ancienneté d'inscription des inscrits de Cat. ABC

#### Plus de un an Données CVS-CJO Var. (en %) sur Catégories A, B, C 2025 Т3 Var. (en %) sur 1 Trim. 1 an 2025 1 Trim. 11 670 Auxerre +1,0 +2,4 5 300 +2,9 +9,7 Avallon 2 850 +2,2 +4,4 1240 +1,6 +3,3 10 410 4 590 Sens +1,7 +3,3 +1,5 +3,8 24 930 +3,0 11 120

# Les flux d'entrées et de sorties

Entrées		Sorties			
en Cat.	A, B, C	en Cat. A, B, C			
Nombre	Evol. (%)	Nombre	Evol. (%)		
	Trim.		Trim.		
1 510	+5,6	1 380	-13,2		
430	+7,5	420	+2,4		
1 410	+2,9	1 330	-12,5		
3 350	+4,7	3 140	-11,0		

Source: France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

Calculs des CVS-CJO infra-départementales : Dreets Bourgogne-Franche-Comté / SESE

#### Note méthodologique :

La correction des variations saisonnières et des effets des jours ouvrables (CVS-CJO) permet de rendre les évolutions pertinentes pour l'analyse conjoncturelle. Les coefficients de correction des variations saisonnières et des jours ouvrables sont estimés une fois par an pour la 1ère publication de l'année. Lorsque ces coefficients sont réestimés, les séries CVS-CJO sont révisées sur tout leur historique. La prochaine campagne d'actualisation des coefficients aura lieu en avril 2026.

Les données ici présentes portent sur le périmètre géographique des Comités Locaux Pour l'Emploi instaurés par la loi pour le plein emploi depuis janvier 2025. Les comités définissent les stratégies locales de l'emploi et les traduisent de manière opérationnelle. Le préfet de département arrête les limites géographiques des comités locaux, en concertation avec le président du conseil régional et le président du conseil départemental.

# Activité partielle

Données	CJO*	Yon	ne
Heures autorisées		T2 2025	T3 2025
Nombre	de demandes en cours	55	28
Volume d'heures autorisées		189 456	153 820
dont :	Agriculture	0	0
	Industrie	175 203	149 166
	Construction	3 812	2 576
	Commerce	7 496	557
	Services	2 945	1 521
Etablisse	ments autorisés	49	25
dont :	étabs de 50 sal. et plus	7	5
Nombre	de salariés concernés**	1 452	988
Total heu	Total heures autorisées 12 mois glissés		814 097

Source : DARES/Dreets BFC

<sup>\*\*</sup> en moyenne sur le trimestre



Source : DARES/Dreets BFC

<u>Avertissement</u>: Les consommations d'activite partielle sont provisoires et susceptibles d'etre revisees

# Créations d'entreprises

Données	brutes	Yo	nne
Créations d'entreprises		T3 2025	Evol./T3 2024
			(en %)
Nombre (	de créations d'entreprises	995	-0,1
dont :	Entreprises individuelles	119	-9,2
	Micro-entrepreneurs	684	1,6
	Sociétés	197	0,0
Cumul sur 12 mois glissés		3 936	-1,7
Nombre (	de créations d'entreprises		
hors micro-entrepreneurs		316	-3,7
Cumul sur 12 mois glissés		1 328	-3,0

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

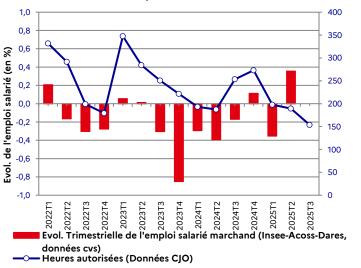
Source : INSEE-REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

#### Avertissement :

Depuis la publication de janvier 2022, les créations d'entreprises sont calculées selon un dispositif rénové. Il en résulte un relèvement, en niveau, de l'historique des créations d'entreprises

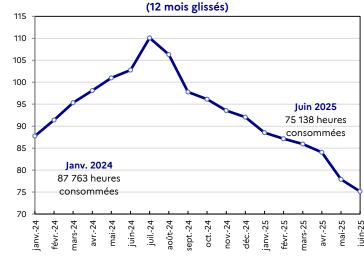
Pour en savoir plus :  $\underline{\text{https://www.insee.fr/fr/statistiques/6327330\#documentation}}.$ 

### Activité partielle : heures autorisées



Heures autorisées (en Milliers)

Activité partielle : évolution des heures consommées



# Défaillances d'entreprises

		Yo	nne
Ouvertu	Ouvertures de procédures		Evol./T3 2024
			(en %)
Nombre (	d'ouvertures de procédures	51	-26,1
dont :	Redressements judiciaires	11	-26,7
	Liquidations judiciaires directes	40	-24,5
Nombre (	d'emplois menacés	74	-29,5
dont :	Agriculture	0	ns
	Industrie	14	-17,6
	Construction	30	-3,2
	Commerce	14	-54,8
	Services	16	-27,3
Total des	ouvertures sur 12 mois glissés	257	-18,9

Source : Société ALTARES-BODACC/Traitement Dreets BFC-SESE

s : secret statistique ns : non significatif

<sup>\*</sup> corrigées des effets des jours ouvrables

<sup>\*</sup> un trimestre de recul est nécessaire pour disposer de données de consommation suffisamment consolidées. En raison d'une mise à jour en continu des informations, les données mensuelles sont encore modifiées à la marge après cette date. \*\* en moyenne sur le trimestre



# Effectifs salariés par secteur d'activité

#### Avertissement:

Les estimations trimestrielles d'emploi sont révisées sur le passé car elles bénéficient de plusieurs changements méthodologiques. Les alternants sont désormais inclus explicitement dans les statistiques d'emploi salarié. Pour en savoir plus :

https://www.insee.fr/fr/statistiques/documentation/Emploi\_notemethodo\_mai\_2022.pdf

Yonne	Emploi hors intérim				Emploi y compris intérim (1)					
2 <sup>ème</sup> trimestre 2025	Nombre		Evol	ution		Nombre		Evolu	ution	
(Données CVS)	de	Trimes	trielle	Annu	elle	de	Trimes	trielle	Annu	elle
	salariés	en nbre	en %	en nbre	en %	salariés	en nbre	en %	en nbre	en %
Agriculture	3 340	+30	+1,0	-20	-0,5	3 350	+30	+0,9	-20	-0,5
Industrie	17 240	-30	-0,2	-180	-1,0	19 610	+20	+0,1	-50	-0,3
Industrie agro-alimentaire	3 630	+20	+0,7	+60	+1,7	4 300	+60	+1,5	+110	+2,7
Industries extractrives, énergie, eau, déchets	1 190	-10	-0,4	-30	-2,5	1 260	-10	-1,0	-40	-3,1
Equipements élec. électron. info., autres machines	2 220	-20	-0,9	-20	-1,0	2 720	+10	+0,3	0	+0,2
Matériels de transport	1 180	-30	-2,4	-100	-8,2	1 330	-50	-3,4	-80	-6,0
Autres (bois, métallurgie, plasturgie, pharmacie,)	9 020	0	-0,0	-80	-0,9	10 010	0	+0,0	-40	-0,4
Construction	5 670	0	+0,0	0	+0,1	5 930	+10	+0,1	0	+0,0
Commerce ; réparation auto.	16 160	-10	-0,0	+40	+0,2	16 480	+10	+0,0	+70	+0,4
Services marchands	24 060	+90	+0,4	-130	-0,5	25 150	+160	+0,7	-30	-0,1
Transports et entreposage	5 120	+20	+0,3	-50	-0,9	5 520	+80	+1,5	-40	-0,7
Hébergement et restauration	4 200	+50	+1,2	+90	+2,1	4 230	+40	+1,0	+80	+2,0
Information et communication	420	-20	-5,2	-20	-4,4	420	-20	-5,4	-20	-4,2
Services financiers	1 830	-10	-0,3	-70	-3,4	1 830	0	-0,2	-60	-3,2
Services immobiliers	910	-10	-1,1	-40	-4,0	920	-10	-1,0	-40	-4,0
Services aux entreprises	6 870	0	-0,0	-40	-0,5	7 450	+10	+0,1	+30	+0,4
Services aux ménages	4 720	+70	+1,4	-10	-0,2	4 780	+70	+1,5	+10	+0,3
Services non marchands	39 130	+280	+0,7	+240	+0,6	39 230	+300	+0,8	+210	+0,5
Ensemble	105 600	+360	+0,3	-50	-0,0	109 750	+520	+0,5	+190	+0,2

Champ : emploi salarié total (marchand et non marchand)

Source emploi: Insee, estimations d'emploi; estimations trimestrielles Acoss-Urssaf, Dares, Insee - Source Intérim: Dares, déclaration sociale nominative (DSN)

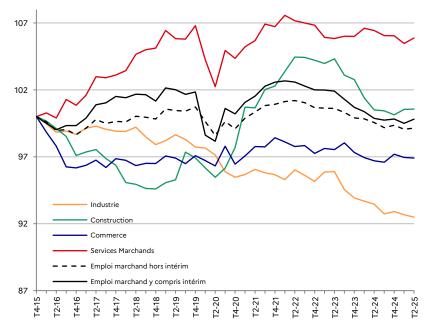
Traitement : Dreets BFC- SESE

(1) Il s'agit des effectifs intérimaires employés par les agences de travail temporaire du département qui sont affectés dans le secteur dans lequel ils effectuent leur mission. Cette mission peut être réalisée en dehors ou non du périmètre départemental. Cette définition permet notamment de faire le lien avec l'évolution du chômage.

### Evolution de l'emploi salarié marchand (hors agriculture)

### • dans les secteurs d'activité du département

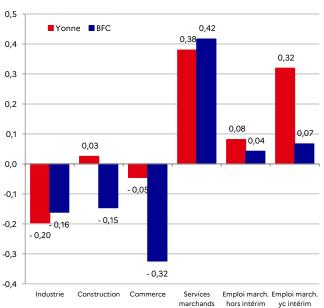
(base 100 au 31/12/2015)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

### • dans le département et au niveau régional

(entre le 1<sup>er</sup> et le 2<sup>ème</sup> Trim. 2025, en %)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

# Le recours à l'intérim

# Le travail intérimaire par secteur d'activité utilisateur

Yonne	Intérimaires en fin de trimestre <sup>(1)</sup>		Recours à	l'intérim <sup>(2)</sup>		temps plein e ur le trimestre	Durée moyenne des missions <sup>(4)</sup>					
2 <sup>ème</sup> trimestre 2025		Evol	ution	ion Taux		Evol.			Evol	ution	au cours du	Evolution
(Données CVS)	Nombre	Trim.	Annuelle	(en %)	annuelle	Nombre	Trim.	Annuelle	trimestre	sur 1 an		
		(en %)	(en %)	(611 70)	(en points)		(en %)	(en %)	(en semaines)	(en pt)		
Agriculture	10	-13,9	-27,6	0,3	-0,1	10	0,0	0,0	2,1	+0,1		
Industrie	2 400	+2,1	+8,5	12,2	+1,0	2 370	+3,0	+5,8	2,1	+0,1		
Construction	280	+0,1	-0,5	4,7	-0,0	260	-3,7	-10,3	2,3	-0,6		
Commerce	320	+9,7	+9,8	2,0	+0,2	330	+13,8	+13,8	1,9	-0,5		
Services	1 160	+9,5	+8,7	4,6	+0,4	1 140	+2,7	+2,7	1,4	-0,1		
Ensemble	4 170	+4,5	+7,9	5,9	+0,4	4 110	+3,3	+4,3	1,9	0,0		

Note: Il s'agit des effectifs intérimaires présents dans les établissements utilisateurs du département, qu'ils résident ou non dans le département. Cette définition permet d'appréhender l'intérim comme un indicateur avancé de la situation économique des établissements du département et des grands secteurs d'activités.

(1) moyenne du nombre de contrat en cours pendant cinq jours ouvrés en fin de trimestre. L'effectif intérimaire est corrigé de la multi - activité.

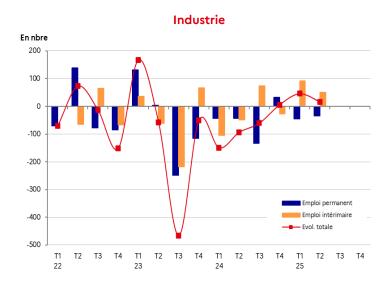
(2) le taux de recours à l'intérim désigne le rapport des intérimaires à l'emploi salarié (Source : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoss-Urssaf, Dares, Insee) y compris intérim, en fin de trimestre.

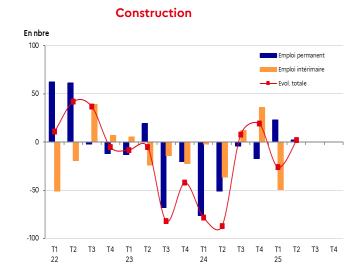
(3) l'équivalent temps plein mesure un volume de travail en intérim en rapportant le nombre de semaines travaillées par les intérimaires au nombre de semaines ouvrées d'un trimestre. Il s'agit d'une moyenne sur le trimestre, contrairement au nombre d'intérimaires qui est en fin de trimestre.

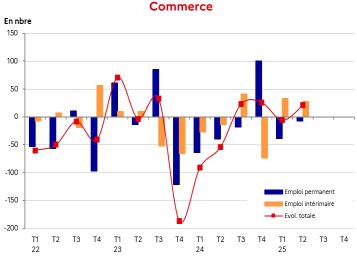
(4) moyenne de la durée des missions dont la date de fin appartient au trimestre.

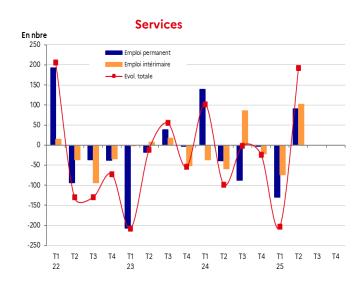
Sources: Dares, déclaration sociale nominative (DSN) et fichiers France Travail des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

## Evolution de l'emploi salarié et de l'intérim par secteur d'activité









Note : Ces graphiques représentent

- l'évolution de l'emploi salarié marchand (en nombre) --> courbe rouge
- et sa décomposition entre emploi permanent (hors intérim, bâton en bleu) et intérim mesuré à l'établissement utilisateur (bâton en orange) Sources : Acoss-Urssaf/Dares, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de France Travail des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

# Les Mouvements de Main-d'Œuvre

Y	onne	Industrie	Construction	Commerce	Services	Ensemble
2 <sup>ème</sup> trimestre	2025					
Embauches		980	450	2 244	18 173	21 847
Répartition en %	6	4,5	2,1	10,3	83,2	100,0
dont en % :	CDD	53,0	54,7	70,9	90,7	86,2
	< 25 ans	30,8	28,7	52,0	22,3	25,9
	25 - 49 ans	50,1	51,6	34,0	49,1	47,6
	50 - 54 ans	9,1	6,2	4,4	9,7	9,0
	55 ans ou plus	8,8	8,0	8,8	17,6	16,1
	Femmes	40,9	8,2	52,7	64,1	60,7
Sorties		1 000	514	1 992	17 978	21 484
Répartition en %	6	4,6	2,4	9,1	82,3	100,0
dont en % :	Fins de CDD	26,5	29,8	51,0	86,3	78,8
	dont CDD < 1 mois	44,2	28,1	60 <i>,7</i>	91,0	8 <i>7,</i> 9
	Demissions	25,0	26,1	20,3	5,3	8,1
Licencier	nents économiques	3,4	4,1	0,9	0,3	0,6
Licenc	c. non économiques	17,1	16,5	8,6	2,6	4,1
	Retraite	9,1	2,1	2,8	0,7	1,3
Rupture	es Conventionnelles	6,4	8,0	4,4	1,0	1,7
	< 25 ans	22,1	25,7	40,7	20,7	22,7
	25 - 49 ans	46,5	50,2	40,2	49,4	48,4
	50 - 54 ans	9,0	6,6	5,1	10,0	9,4
	55 ans ou plus	21,8	9,7	13,3	18,8	18,2
	Femmes	40,0	9,7	52,0	64,3	60,7

Les mouvements de main-d'œuvre (MMO) recensent l'ensemble des embauches et des fins de contrats de travail au niveau des établissements. Ils permettent de mesurer les entrées et les sorties selon le type de contrat, la durée des contrats et les motifs de sorties.

La source : les déclarations sociales nominatives (DSN)

Le champ : établissements employeurs (1 salarié et plus) du champ privé hors agriculture, hors contrats intérimaires et hors particuliers employeurs

### Précautions d'utilisation

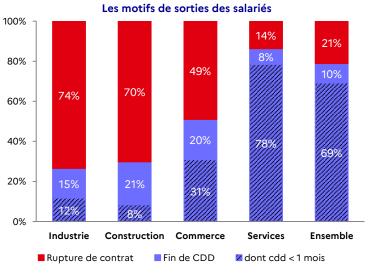
L'écart entre les entrées et les sorties mesurées chaque trimestre via mouvements de main-d'œuvre ne correspond pas à la variation trimestrielle issue des estimations d'emploi produites par l'Insee, en collaboration avec l'Acoss et la Dares (cf. "emploi salarié" de cette rubriaue publication).

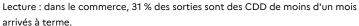
Pour en savoir plus: https://dares.travail-

emploi.gouv.fr/donnees/les-mouvements-de-

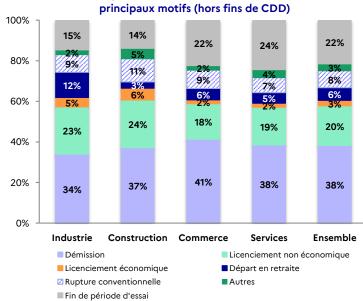
main-doeuvre

Lecture: Au 2ème trimestre 2025 parmi les embauches dans l'industrie 53 % sont des CDD. Les licenciements économiques représentent 3,4 % des sorties des salariés de l'industrie contre 0,6 % tous secteurs confondus.





### Les ruptures de contrats de travail selon les principaux motifs (hors fins de CDD)



Lecture : dans l'industrie, 34 % des contrats ont pris fin suite à une démission.

Yonne 2ème trimestre 2025		< 25 ans	25 - 49 ans	50 - 54 ans	55 ans ou plus	Femmes	Femmes de - de 25 ans
Actifs en emp	loi (en %)	10,3	57,5	14,1	18,1	53,2	30,6
Embauches		5 659	10 403	1 974	3 523	13 270	3 433
dont en % :	CDD	87,3	83,3	88,8	92,9	90,2	90,1
Sorties		4 887	10 399	2 016	3 913	13 050	2 967
dont en % :	Fins de CDD	77,7	78,3	81,5	81,7	84,1	83,0
	dont CDD < 1 mois	82,0	88,6	92,0	91,5	90,1	85,1
	Demissions	9,3	9,3	6,6	3,2	6,4	7,2
Licencie	ements économiques	0,1	0,6	1,0	0,8	0,4	0,0
Licenc. non économiques		5,4	3,9	4,5	2,7	2,7	3,5
Retraite		0,0	0,0	0,0	7,3	1,0	0,0
Ruptu	res Conventionnelles	0,6	2,5	1,9	1,1	1,4	0,5

Source: Dares, MMO; Insee-RP 2022, actifs en emploi de 15 ans ou plus (hors agriculture)

Lecture: parmi les personnes 55 ans ou plus nouvellement embauchées, 92,9 % ont signé un CDD.



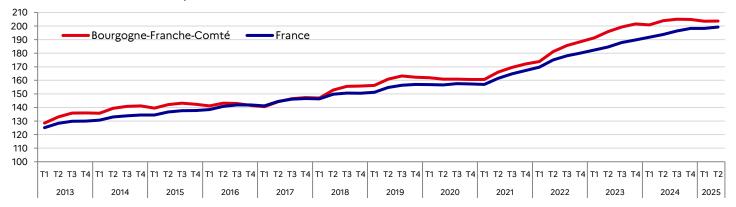
### Nombre de travailleurs frontaliers dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

2 <sup>ème</sup> trimestre 2025	Actifs en	Emploi salarié (y compris intérim)  Travailleurs frontaliers (vers la Su					ers la Suisse	)			
	emploi RP 2022	Effectif (en	Part	Evol.	Evol. Ar	nuelle	Effectif (en	Part (en %)	Evol.	Evol. A	nnuelle
		nbre)	(en %)	Trim. (en %)	en nbre	en %	nbre)		Trim. (en %)	en nbre	en %
Côte d'Or	228 670	224 600	22,7	+0,2	+190	+0,1	248	0,5	-1,2	-5	-2,0
Doubs	230 293	197 160	19,9	-0,1	-1 750	-0,9	33 987	70,8	+0,0	-119	-0,3
Jura	107 034	87 480	8,8	+0,1	-200	-0,2	7 964	16,6	+0,6	+113	+1,4
Nièvre	71 592	63 910	6,4	-0,3	-570	-0,9	25	0,1	+4,2	-1	-3,8
Haute-Saône	93 962	68 340	6,9	+0,2	-810	-1,2	799	1,7	-0,9	-7	-0,9
Saône-et-Loire	214 640	191 910	19,4	+0,3	-1 390	-0,7	255	0,5	+2,4	+12	+4,9
Yonne	128 463	109 750	11,1	+0,5	+190	+0,2	41	0,1	0,0	+7	+20,6
Territoire de Belfort	55 890	48 400	4,9	-0,1	-740	-1,5	4 696	9,8	-0,5	-62	-1,3
BFC	1 130 545	991 550	100,0	+0,1	-5 090	-0,5	48 015	100,0	+0,0	-62	-0,1

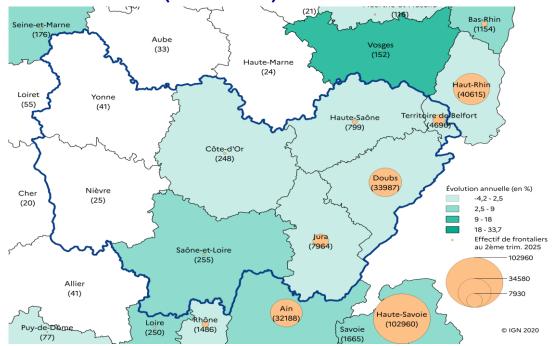
Sources : Insee - RP ; Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoss-Urssaf, Dares, Insee (données CVS) ; Office Fédéral de la Statistique

### Evolution du nombre de travailleurs frontaliers résidant en Bourgogne-Franche-Comté ou en France et travaillant en Suisse

(Indice base 100 au 1er trim. 2008)



### Travailleurs frontaliers (vers la Suisse) en volume et en évolution sur un an



Lecture: L'emploi frontalier vers la Suisse a diminué de - 0,3 % dans le Doubs. Ce département comptabilise 33 987 travailleurs frontaliers vers la Suisse.

Champ: Départements pour lesquels l'emploi frontalier vers la Suisse est supérieur à 100 personnes.

Source : Office Fédéral de la Statistique



# Les contrats aidés, l'alternance et l'insertion

## Les entrées dans les dispositifs

Données provisoires		BFC		
	T3 2025			Var.(%)/ cumul 2024
Mesures d'accompagnement	:			
PACEA	338	773	+15,9	+17,4
dt résidents QPV	35	62	-35,4	-19,8
CEJ*	285	932	-2,9	-1,0

Données provisoires		Yonne		BFC				
	T1	Cumul	Var.(%)/	Var.(%)/				
	2025	2025	cumul 24	cumul 2024				
Contrats aidés (prescriptions	:):							
PEC dont :	23	23	-61,0	-29,8				
jeunes	12	12	-47,8	-17,3				
seniors	9	9	-50,0	-5,1				
bénéficiaires RSA	s	s	S	-42,2				
DELD	10	10	-73,0	-30,3				
TH	6	6	-33,3	-16,5				
résidents QPV	s	s	s	-33,3				
résidents ZRR	10	10	-64,3	-21,7				
éducation nationale	s	s	S	+14,3				
Alternance: Contrat apprentissage (au 2T 2025)								
- secteur public	s	s	S	-63,2				
- secteur privé	76	230	+5,0	+0,8				

<sup>\*</sup> Données arrêtées à la semaine 39

s : secret statistique ns: non significatif

# Les entrées dans l'Insertion par l'Activité Economique

Données provisoires	T1	Cumul	Var.(%)/
	2025	2025	cumul 2024
Côte d'Or	271	271	-17,9
Doubs	427	427	-8,4
Jura	259	259	-2,6
Nièvre	185	185	+13,5
Haute-Saône	121	121	-19,9
Saône-et-Loire	416	416	-7,3
Yonne	287	287	-18,2
Territoire de Belfort	125	125	+8,7
BFC	2 091	2 091	-8,7

### Sources des tableaux :

Entrées :

PEC (Parcours Emploi Compétence): DGEFP

CEI (Contrat d'engagement ieune) : DGEFP

PACEA (Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie): ARML (Agence Régionale des Missions Locales) de

Bourgogne-Franche-Comté,i-milo et DGEFP

Contrat d'apprentissage : DARES-Système d'information sur l'apprentissage (SIA)

IAE: ASP, traitement Dares

Stock: PEC: DARES

PACEA et CEJ: ARML de Bourgogne-Franche-Comté

IAE: ASP, traitement Dares

# Les salariés présents dans les dispositifs

Moyenne trimestrielle	•	onne /	BFC
Données provisoires	T3 2025	Var.(%)/ T3 2024	Var.(%)/ T3 2024
Contrats aidés (conventions	initiales + ave	enants):	
PEC	82	-58,8	-58,1
Mesures d'accompagnement	:		
PACEA	1 057	-10,4	+3,2
CEJ*	458	-14,8	-10,6
IAE (au 1T 2025)	941	-5,8	-3,2

De nombreuses mesures existent pour encourager l'emploi à destination des entreprises ou des personnes en difficulté et les dispositifs présentés ici n'en représentent qu'une partie.

Il est d'usage de distinguer :

- ✓ Les dépenses ciblées en faveur du marché du travail pour assurer le financement des services assurés par les organismes destinés aux chômeurs (France Travail, Missions locales...), la formation professionnelle, les contrats aidés, les mesures à destination des travailleurs handicapés, les aides à la création d'entreprise pour les chômeurs, l'indemnisation du chômage...
- ✓ Les dépenses générales en faveur de l'emploi qui ne s'adressent pas spécifiquement à des personnes en difficulté sur le marché du travail mais le plus souvent à des entreprises à travers la réduction du coût du travail par des allègements de cotisations sociales ou fiscaux.

Les dépenses sociales à la lisière des politiques d'emploi qui comportent une dimension "d'activation" peuvent compléter ces politiques (RSA, AAH)

En 2023, la dépense pour l'emploi en France a été de 190 milliards d'euros. Les mesures d'incitation à l'embauche représentent la moitié de la dépense avec 95 Md. Le versement d'allocations chômage et d'activité partielle a représenté 47 Md d'euros. Les dépenses de formation et d'incitation à l'activité ont été respectivement de 29 et



# Les prestations de solidarité et d'insertion

### Nombre de foyers allocataires dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

	RSA		Prime d'activité		AAH		ASS (au 1T 2025)	
2 <sup>ème</sup> trimestre 2025	Nbre de foyers	Evol.	Nbre de foyers	Evol.	Nbre de pers.	Evol.	Nbre de pers.	Evol.
données brutes provisoires	bénéficiaires*	annuelle	bénéficiaires*	annuelle	bénéficiaires*	annuelle	bénéficiaires*	annuelle
Côte d'Or	10 487	+8,6	39 290	+4,8	9 283	+1,7	1 510	+8,9
Doubs	12 923	+4,5	33 777	+3,6	10 313	-1,4	1 683	+15,0
Jura	3 623	+5,6	15 883	+4,7	5 493	-1,3	610	+7,6
Nièvre	5 <i>777</i>	+1,6	13 750	+2,9	6 533	+0,3	783	+13,0
Haute-Saône	4 050	+2,6	15 060	+1,5	6 047	+0,9	887	+5,1
Saône-et-Loire	9 663	+1,9	37 103	+3,6	12 883	+1,1	1 690	+0,2
Yonne	8 917	+3,0	23 280	+3,4	7 700	-1,7	1 227	+13,2
Territoire de Belfort	4 240	+4,3	9 693	+3,0	2 857	+4,9	663	+13,7
BFC	59 680	+4,2	187 836	+3,7	61 109	+0,3	9 053	+9,0

<sup>\*</sup> Moyenne trimestrielle.

#### - RSA (Revenu de Solidarité Active) et prime d'activité :

Champ: France, tous régimes (Cnaf et MSA). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire pour les données de la Cnaf et sur son lieu de résidence pour les données de la MSA.

#### - AAH (Allocation aux Adultes Handicapés):

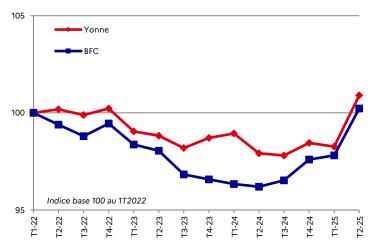
Champ: France, Cnaf (97 % des allocataires de l'AAH relèvent des Caf). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire.

#### - ASS (Allocation de Solidarité Spécifique) :

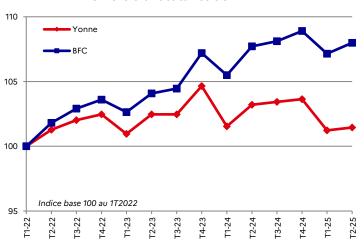
Champ: France. La localisation géographique s'appuie sur le lieu de résidence de l'allocataire.

Sources: Cnaf, Allstat FR6 et FR2, traitements DREES; MSA; France Travail, FNA.

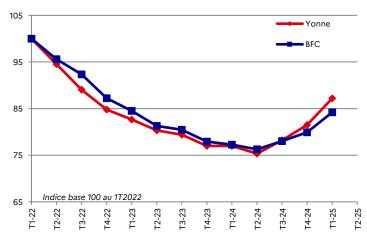
### Nombre de foyers bénéficiaires du RSA



### Nombre d'allocataires de l'AAH



### Nombre d'allocataires de l'ASS



### Nombre de foyers bénéficiaires de la prime d'activité

